Grande distribution: payer le juste prix aux paysans

VOX POPULI

NICOLAS KOLLY
CONSEILLER NATIONAL (UDC/FR)

Il y a maintenant une année, le peuple suisse renouvelait ses autorités fédérales. Les représentants agrariens en sont sortis renforcés, en particulier en Romandie. Ces élections furent les prémices de la «révolte paysanne» du début de l'année 2024. Les revendications du monde paysan, auxquelles j'adhère pleinement, sont légitimes: moins de bureaucratie et de contrôles, moins d'obligations dites «écologiques» absurdes, ainsi que – et surtout – une revalorisation des prix des productions agricoles.

Tant le peuple qu'une (petite) majorité du parlement partagent ces préoccupations. J'en veux pour preuve, au parlement, l'abrogation définitive de la mesure des 3,5% de surfaces de promotion de la biodiversité sur les terres ouvertes, ou encore, plus récemment, l'acceptation de ma motion demandant la suppression de l'obligation du programme informatique Digiflux pour les exploitations agricoles.

Au niveau du peuple, celui-ci a sèchement refusé l'initiative «Biodiversité» le 22 septembre dernier. La grande distribution doit prendre conscience de cette situation, des difficultés du secteur agricole et du soutien populaire et politique aux revendications paysannes. Ce faisant, la grande distribution doit revaloriser le prix payé aux productions agricoles suisses. Car la révolte paysanne, qui s'est mobilisée au début 2024, est toujours là.

L'occasion ici de rappeler que ces revendications ne sont pas nouvelles puisque les agriculteurs organisaient, en 1954 – il y a 70 ans cette année –, leur première «marche sur Berne». L'occasion pour moi de relire et de publier ici les propos qu'avait alors tenus mon grand-père Gabriel Kolly, lors de cette manifestation de 1954.

Celui-ci écrivait: «Il s'agit aujourd'hui de compter les exploitations qui restent, et de prendre la décision qu'on ne laissera plus réduire leur nombre d'une seule unité. Chaque semaine, plusieurs petites exploitations disparaissent. Et elles disparaissent parce que le revenu est trop faible pour assurer une vie convenable aux nouvelles générations. La famille paysanne, on cherche à la faire survivre par des moyens artificiels, par des belles paroles, alors qu'il s'agit d'assurer son existence par des fixations de prix couvrant les frais d'exploitation et ceci en tenant compte des différentes régions du pays, tout en assurant à l'exploitation de couvrir ses engagements financiers».

Ces revendications ne sont pas nouvelles: les agriculteurs organisaient, en 1954 – il y a 70 ans cette année –, leur première «marche sur Berne»

Il ajoutait: «Si les calamités surviennent, la place est largement faite pour le trafic des barons de l'importation. Or, dans notre bon pays suisse, tout se passe comme s'il y avait deux circuits distincts, l'un de la richesse, l'autre de la pauvreté. Ce sont les paysans qui supportent les frais de l'opération».

Ses propos pourraient être repris mot pour mot aujourd'hui. En 1954, environ 20% de la population active en Suisse travaillait dans le secteur agricole. Ils ne sont plus que 2% aujourd'hui. Le prix au litre du lait payé dans les années 1960 s'élevait à environ 55 centimes alorsqu'il s'élève aujourd'hui à environ 75 centimes.

Le prix du lait payé aux producteurs, qui est le salaire du paysan, est resté relativement stable en l'espace de 70 ans. Mais durant cette même période, le salaire médian suisse mensuel est passé d'environ 600 francs en 1954 à presque 7000 francs aujourd'hui. Les paiements directs ont permis aux familles paysannes de tenir le coup ces dernières années, mais ils ne sont plus suffisants aujourd'hui.

Les agriculteurs produisent à perte, et sans les subventions de la Confédération, versées en contrepartie de prestations, leur activité ne serait tout simplement pas rentable. Mais aujourd'hui, ces paiements directs ne profitent indirectement qu'à la grande distribution, lui permettant ainsi d'acheter les productions agricoles à des prix ne couvrant même pas les coûts de production.

Cela n'est pas normal. S'il n'y a pas un sursaut de la grande distribution – Coop et Migros en tête – et des consommateurs, la Berne fédérale devra se saisir de cette problématique, peut-être en contrôlant les marges que gagne la grande distribution, comme cela se fait dans le droit du bail où un locataire peut demander à un tribunal une baisse de loyer en cas de rendement excessif de la chose louée par le bailleur (art. 269 CO).

Berne bilingue: un trésor menacé qu'il faut défendre

OPINION

BÉATRICE WERTLI
CONSULTANTE ET CANDIDATE
À L'EXÉCUTIF DE LA VILLE DE BERNE (LE CENTRE)

L'école francophone à Berne est sous pression: le Conseil fédéral envisage de couper les subventions pour l'Ecole cantonale de langue française de Berne (ECLF). Pour moi, c'est une situation préoccupante et dangereuse. La capitale fédérale n'aurait plus d'école dans la langue et la culture de Molière.

C'est une évidence: nous devons réagir pour protéger ce symbole du bilinguisme bernois. L'ECLF est un repère culturel qui renforce la diversité de notre ville. Créée dans les années 1940 par des francophones visionnaires pour leurs enfants, elle a évolué grâce à l'engagement de la Confédération, du canton et des autorités locales. Or, supprimer une partie du financement de cette institution historique revient à couper l'un des liens vivants entre Berne et la Romandie.

Depuis 1982, l'ECLF est une école publique qui fonctionne dans les mêmes conditions que les établissements francophones du canton de Berne, suivant le Plan d'études romand. En finançant l'ECLF, la Confédération a permis aux enfants de la fonction publique francophone de préserver leur langue et leur culture, renforçant ainsi également la diversité linguistique de la capitale fédérale.

Aujourd'hui, la proposition de réduction de la subvention fédérale, présentée par le groupe d'experts mandaté par le Conseil fédéral, et présidé par Serge Gaillard, menace de réduire cette diversité. Cette coupe toucherait un quart du budget annuel de l'école, une perte insoutenable pour une institution qui fonctionne déjà avec les moyens limités du canton. En bref, sans l'appui fédéral, c'est l'esprit de la Berne bilingue qui s'effritera.

L'École cantonale de langue française de Berne forge ces ponts entre les communautés linguistiques

Imaginer une Berne sans l'ECLF, c'est comme visualiser une rivière amputée d'un de ses bras. La langue française et la culture romande, présentes au cœur de Berne, donnent du souffle et de la couleur à notre ville. A l'ECLF, quelque 300 enfants grandissent dans un environnement où ils peuvent évoluer en français tout en découvrant les traditions germanophones qui les entourent.

L'ECLF forge ces ponts entre les communautés linguistiques et contribue au tissu social de Berne, en apportant plus de compréhension et de respect entre francophones et germanophones. Ce modèle est un atout inestimable pour notre société. En tant que ville fédérale, nous avons le devoir de conserver cet héritage.

Le bilinguisme est un atout culturel et économique: les administrations fédérale et cantonale ont besoin de main-d'œuvre bilingue. Cela concerne aussi l'économie privée: Berne ne peut tirer parti de son bilinguisme pour attirer des entreprises que si des talents bilingues sont présents sur le marché local. C'est un avantage pour les entreprises actives sur les marchés français et le marché allemand. Le bilinguisme à Berne est donc essentiel, non seulement pour la culture, mais aussi pour l'économie et le marché du travail.

La Confédération a toujours eu la responsabilité de soutenir le bilinguisme bernois, en raison même de sa propre identité plurilingue. En coupant cette subvention, elle envoie un signal inquiétant: la Suisse, autrefois fière de sa diversité linguistique, semble aujourd'hui prête à l'abandonner pour des considérations financières à courte vue.

J'appelle toutes celles et ceux qui voient dans le bilinguisme une richesse à réagir et à se mobiliser pour défendre l'ECLF et ce qu'elle représente pour notre ville. Berne est à la fois germanophone et francophone; la langue de Molière y a sa place, tout comme celle de Goethe. Nous devons affirmer que Berne ne serait pas complète sans sa voix francophone.

Ne laissons pas le bilinguisme bernois s'éteindre – car une Berne bilingue, c'est une Berne plus forte, plus ouverte, plus solidaire. Ensemble, affirmons notre engagement pour une ville où diversité et compréhension mutuelle prospèrent.

SUR NOTRE SITE

A quoi sert la Suisse romande, Madame Keller-Sutter?

«Les Romands, nos indispensables Confédérés» A l'occasion du Forum des 100, nous avons interrogé plusieurs personnalités d'outre-Sarine et d'outre-Gothard. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter nous a livré son regard à la fois personnel et politique, elle qui a notamment étudié à Neuchâtel. A lire sur notre site.

www.letemps.ch/opinions

L'examen du budget, une psychanalyse très française

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

Depuis près d'un mois et la présentation par le gouvernement français de son projet de budget de rigueur pour 2025, la France semble se regarder dans un miroir avec une émotion particulière. En ce début de semaine, le projet de loi de finances revient à l'Assemblée nationale après quelques jours de débats sur le budget de la Sécurité sociale. Que ce soit en commission ou dans l'hémicycle, dépenses à raboter et recettes à trouver monopolisent donc l'automne des parlementaires (ainsi que celui des journalistes qui les suivent, des Français qui lisent ces derniers et, au bout du compte, de tout le débat national).

A chaque jour sa nouvelle mesure et sa nouvelle polémique. L'effeuillage des idées envisagées pour redresser les finances publiques françaises, ainsi que les débats qu'elles provoquent aident à comprendre pourquoi l'examen de ce budget est si sensible, presque de l'ordre de l'intime pour les Français (qui viennent d'ailleurs de voter afin d'affirmer leurs priorités, souvent différentes de celles du gouvernement).

Mini-tour d'horizon nécessairement sélectif des obsessions très françaises mises en lumière par des propositions de mesures particulièrement discutées. Une psychanalyse en acte, et des marottes qui montrent bien le poids et l'influence de l'Etat sur la vie de nos voisins:

- Une diminution du remboursement universel des frais de santé par l'Assurance maladie (filet de base géré par l'Etat via la Sécurité sociale) est envisagée afin de transférer une partie du poids de ces énormes coûts sur les mutuelles (assurances complémentaires) et donc sur ceux qui les payent. On veut aussi demander aux médecins de moins prescrire d'imagerie et d'analyses en laboratoire.

- Quelques limitations sont envisagées dans les allègements de charges et autres aides aux entreprises (crédit impôt-recherche…), ce qui fait hurler les macronistes pro-business mais finalement pas si libéraux que ça…

- L'idée de nouvelles taxes sur le sucre, l'alcool et particulièrement la bière a émergé pour influencer le comportement des Français. On notera que le vin semble moins visé en ces temps de grogne agricole.

- Sur la table également, l'alourdissement du «malus» sur les voitures thermiques, et une diminution du «bonus» à l'achat d'un véhicule électrique. Certaines aides à la rénovation de logements sont aussi rabotées. On le voit, les incitations étatiques sont un levier, et pas nécessairement dans un sens écologique.

- La mise en place de taxes supplémentaires (temporaires, c'est promis) sur les hauts revenus et les entreprises très profitables est au centre des débats. Certains aimeraient même taxer encore davantage les riches en proposant un impôt spécial de 2% sur le patrimoine des milliardaires et une taxe exceptionnelle sur les dividendes versés par le CAC 40 voire une augmentation de la taxation des transmissions d'entreprises familiales.

- Plus discutées encore, les conséquences de l'absentéisme sont visées par la mise en place de limites dans le payement des arrêts maladie des salariés du privé (qui en sont à 11,6 jours d'absence pour raison de santé par personne et par an en moyenne) et des fonctionnaires (absents 14,5 jours par an).

On remarquera d'ailleurs que le débat tourne encore une fois beaucoup autour de l'étrange relation que les Français entretiennent avec le travail. Un «amour déçu» que l'impopulaire réforme des retraites de 2023 avait déjà mis en lumière. Des retraites ultrasensibles qui sont de retour dans l'actualité à l'occasion de ce budget via le gel temporaire du montant des rentes et le débat enflammé des oppositions pour savoir laquelle d'entre elles abrogera au mieux la réforme de 2023. Le gouvernement, lui, entend plutôt continuer à espérer des revenus supplémentaires en augmentant le temps de travail, notamment via la suppression d'un jour férié. «Travailler moins pour vivre plus», criaient pourtant les opposants à la réforme…